

Stratégie de sécurité nationale

des États-Unis d'Amérique

Novembre 2025



THE WHITE HOUSE
WASHINGTON

My fellow Americans:

Over the past nine months, we have brought our nation—and the world—back from the brink of catastrophe and disaster. After four years of weakness, extremism, and deadly failures, my administration has moved with urgency and historic speed to restore American strength at home and abroad, and bring peace and stability to our world.

No administration in history has achieved so dramatic a turnaround in so short a time.

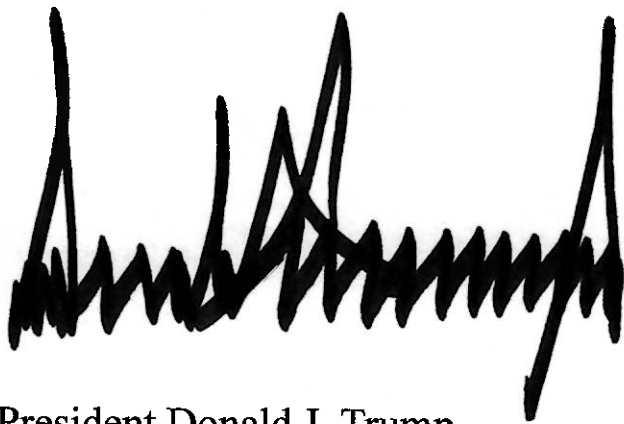
Starting on my first day in office, we restored the sovereign borders of the United States and deployed the U.S. military to stop the invasion of our country. We got radical gender ideology and woke lunacy out of our Armed Forces, and began strengthening our military with \$1 trillion of investment. We rebuilt our alliances and got our allies to contribute more to our common defense—including a historic commitment from NATO countries to raise defense spending from 2 percent to 5 percent of GDP. We unleashed American energy production to reclaim our independence, and imposed historic tariffs to bring critical industries back home.

In Operation Midnight Hammer, we obliterated Iran’s nuclear enrichment capacity. I declared the drug cartels and savage foreign gangs operating in our region as Foreign Terrorist Organizations. And over the course of just eight months, we settled eight raging conflicts—including between Cambodia and Thailand, Kosovo and Serbia, the DRC and Rwanda, Pakistan and India, Israel and Iran, Egypt and Ethiopia, Armenia and Azerbaijan, and ending the war in Gaza with all living hostages returned to their families.

America is strong and respected again—and because of that, we are making peace all over the world.

In everything we do, we are putting America First.

What follows is a National Security Strategy to describe and build upon the extraordinary strides we have made. This document is a roadmap to ensure that America remains the greatest and most successful nation in human history, and the home of freedom on earth. In the years ahead, we will continue to develop every dimension of our national strength—and we will make America safer, richer, freer, greater, and more powerful than ever before.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Donald Trump', with a large, stylized 'D' and 'T'.

President Donald J. Trump

The White House

November 2025

TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction – Qu'est-ce que la stratégie américaine ?.....	1
1. Comment la « stratégie » américaine a dévié.....	1
2. La correction nécessaire et bienvenue du président Trump.....	2
II. Quoi <i>Devrait</i> Les États-Unis veulent ?.....	3
1. Que voulons-nous globalement ?.....	3
2. Que voulons-nous ? <i>Dans et Depuis</i> le monde ?.....	5
III. Quels sont les moyens dont dispose l'Amérique pour obtenir ce qu'elle veut ?.....	6
IV. La stratégie.....	8
1. Principes.....	8
2. Priorités.....	11
3. Les régions.....	15
A. L'hémisphère occidental.....	15
B. Asie.....	19
C. Europe.....	25
D. Le Moyen-Orient.....	27
E. Afrique.....	29

I. Introduction – Qu'est-ce que la stratégie américaine ?

1. Comment la « stratégie » américaine a dévié

Pour que l'Amérique demeure le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pour les décennies à venir, notre pays a besoin d'une stratégie cohérente et ciblée quant à ses relations avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir précisément ce que nous cherchons à faire et pourquoi.

Une « stratégie » est un plan concret et réaliste qui explique *lien essentiel entre les fins et les moyens*. Cela commence par une évaluation précise de ce qui est souhaité. *et* Quels outils sont disponibles, ou peuvent être créés de manière réaliste, pour atteindre les résultats souhaités ?

Une stratégie doit évaluer, trier et hiérarchiser. Tous les pays, régions, enjeux ou causes, aussi louables soient-ils, ne peuvent pas être au cœur de la stratégie américaine. La politique étrangère a pour but la protection des intérêts nationaux fondamentaux ; c'est là l'unique objectif de cette stratégie.

Les stratégies américaines depuis la fin de la Guerre froide ont été insuffisantes ; elles se sont résumées à de longues listes de souhaits ou d'objectifs à atteindre. *Nous avons clairement défini ce que nous voulons.* mais ont plutôt énoncé de vagues platitudes ; et nous avons souvent mal jugé ce que nous *devrait* vouloir.

Après la fin de la Guerre froide, les élites de la politique étrangère américaine se sont persuadées qu'une domination américaine permanente sur le monde entier était dans l'intérêt supérieur des États-Unis. Pourtant, les affaires des autres pays ne nous concernent que si leurs activités menacent directement nos intérêts.

Nos élites ont gravement sous-estimé la volonté des États-Unis de porter indéfiniment le fardeau mondial auquel le peuple américain ne voyait aucun lien avec l'intérêt national. Elles ont surestimé la capacité des États-Unis à financer simultanément un État-providence et un appareil administratif tentaculaires, ainsi qu'un complexe militaro-diplomatique, diplomatique, de renseignement et d'aide étrangère colossal. Elles ont fait des paris terriblement erronés et destructeurs sur la mondialisation et le prétendu « libre-échange », qui ont érodé la classe moyenne et le tissu industriel mêmes dont dépend la prééminence économique et militaire américaine. Elles ont permis à leurs alliés et partenaires de faire peser le coût de leur défense sur le peuple américain, et parfois même de nous entraîner dans des conflits.

Des controverses au cœur de leurs intérêts, mais périphériques ou sans rapport avec les nôtres. Ils ont lié la politique américaine à un réseau d'institutions internationales, dont certaines sont animées par un anti-américanisme manifeste et beaucoup par un transnationalisme qui vise explicitement à dissoudre la souveraineté des États. En somme, non seulement nos élites ont poursuivi un objectif fondamentalement indésirable et impossible, mais ce faisant, elles ont sapé les moyens mêmes nécessaires à sa réalisation : le caractère de notre nation, fondement de sa puissance, de sa richesse et de sa dignité.

2. La correction nécessaire et bienvenue du président Trump

Rien de tout cela n'était inévitable. La première administration du président Trump a démontré qu'avec un leadership éclairé et des choix judicieux, tout ce qui précède aurait pu – et dû – être évité, et bien d'autres choses encore accomplies. Lui et son équipe ont su mobiliser les atouts majeurs de l'Amérique pour redresser la barre et inaugurer un nouvel âge d'or pour notre pays. Maintenir les États-Unis sur cette voie est l'objectif principal de la seconde administration du président Trump, et du présent document.

Les questions qui se posent à nous maintenant sont les suivantes : 1) *Quoi devrait* Que veulent les États-Unis ? 2) Quels sont les moyens dont nous disposons pour y parvenir ? et 3) Comment pouvons-nous relier les fins et les moyens dans une stratégie de sécurité nationale viable ?

II. *Quoi Devrait* Les États-Unis veulent ?

1. Que voulons-nous globalement ?

Avant toute chose, nous souhaitons la survie et la sécurité continues des États-Unis en tant que république indépendante et souveraine, dont le gouvernement garantit les droits naturels inaliénables de ses citoyens et privilégie leur bien-être et leurs intérêts.

Nous voulons protéger ce pays, son peuple, son territoire, son économie et son mode de vie contre toute attaque militaire et toute influence étrangère hostile, qu'il s'agisse d'espionnage, de pratiques commerciales prédatrices, de trafic de drogue et d'êtres humains, de propagande et d'opérations d'influence destructrices, de subversion culturelle ou de toute autre menace pour notre nation.

Nous exigeons la pleine maîtrise de nos frontières, de notre système d'immigration et des réseaux de transport par lesquels les personnes entrent dans notre pays, légalement ou illégalement. Nous aspirons à un monde où les migrations ne sont pas simplement « ordonnées », mais où les pays souverains collaborent pour enrayer, plutôt que faciliter, les flux migratoires déstabilisateurs, et où ils exercent un contrôle total sur les personnes qu'ils accueillent.

Nous voulons une infrastructure nationale résiliente, capable de résister aux catastrophes naturelles, de contrer les menaces étrangères et de prévenir ou d'atténuer tout événement susceptible de nuire au peuple américain ou de perturber l'économie américaine. Aucun adversaire, aucun danger ne doit pouvoir mettre l'Amérique en péril.

Nous voulons recruter, former, équiper et déployer l'armée la plus puissante, la plus redoutable et la plus avancée technologiquement au monde afin de protéger nos intérêts, de dissuader les guerres et, si nécessaire, de les remporter rapidement et de manière décisive, en minimisant les pertes dans nos rangs. Et nous voulons une armée où chaque soldat soit fier de son pays et confiant dans sa mission.

Nous voulons la dissuasion nucléaire la plus robuste, crédible et moderne au monde, ainsi que des systèmes de défense antimissile de nouvelle génération — y compris un Dôme d'or pour le territoire américain — afin de protéger le peuple américain, les intérêts américains à l'étranger et les alliés des États-Unis.

Nous voulons l'économie la plus forte, la plus dynamique, la plus innovante et la plus avancée au monde. L'économie américaine est le fondement du mode de vie américain, qui promet et assure une prospérité généralisée et partagée, et crée une dynamique ascendante.

La mobilité et la récompense du travail acharné sont des atouts essentiels. Notre économie est également le fondement de notre position mondiale et la base indispensable de nos forces armées.

Nous aspirons à la base industrielle la plus robuste au monde. La puissance nationale américaine repose sur un secteur industriel fort, capable de répondre aux besoins de production en temps de paix comme en temps de guerre. Cela requiert non seulement une capacité de production industrielle directe pour la défense, mais aussi une capacité de production liée à la défense. Développer la puissance industrielle américaine doit devenir la priorité absolue de la politique économique nationale.

Nous voulons le secteur énergétique le plus robuste, productif et innovant au monde, capable non seulement d'alimenter la croissance économique américaine, mais aussi de devenir l'une des principales industries d'exportation américaines à part entière.

Nous voulons demeurer le pays le plus avancé et le plus innovant au monde sur les plans scientifique et technologique, et consolider ces atouts. Nous voulons également protéger notre propriété intellectuelle contre le vol étranger. L'esprit pionnier américain est un pilier essentiel de notre domination économique et de notre supériorité militaire ; il doit être préservé.

Nous voulons préserver le « soft power » inégalé des États-Unis, grâce auquel nous exerçons une influence positive dans le monde entier, favorisant ainsi nos intérêts. Ce faisant, nous assumerons pleinement le passé et le présent de notre pays, tout en respectant les différentes religions, cultures et systèmes de gouvernement des autres nations. Le « soft power » au service des véritables intérêts nationaux américains n'est efficace que si nous croyons en la grandeur et la dignité intrinsèques de notre pays.

Enfin, nous souhaitons la restauration et le renouveau de la vitalité spirituelle et culturelle américaine, sans quoi une sécurité durable est impossible. Nous voulons une Amérique qui chérisse ses gloires passées et ses héros, et qui aspire à un nouvel âge d'or. Nous voulons un peuple fier, heureux et optimiste, qui saura léguer son pays à la génération suivante en meilleur état qu'il ne l'a trouvé. Nous voulons des citoyens actifs et rémunérés – où personne ne reste inactif – qui tirent satisfaction de savoir que leur travail est essentiel à la prospérité de notre nation et au bien-être des individus et des familles. Ceci ne peut se réaliser sans un nombre croissant de familles fortes et traditionnelles qui élèvent des enfants en bonne santé.

2. *Que voulons-nous ? Dans et Depuis Le monde ?*

La réalisation de ces objectifs exige la mobilisation de toutes les ressources de notre puissance nationale. Or, cette stratégie est axée sur la politique étrangère. Quels sont les intérêts fondamentaux de la politique étrangère américaine ? Que voulons-nous ? *dan set depuis le monde ?*

- Nous voulons garantir que l'hémisphère occidental demeure suffisamment stable et bien gouverné pour prévenir et décourager les migrations massives vers les États-Unis ; nous voulons un hémisphère dont les gouvernements coopèrent avec nous contre les narcoterroristes, les cartels et autres organisations criminelles transnationales ; nous voulons un hémisphère qui reste à l'abri de toute incursion étrangère hostile ou de toute prise de contrôle de ses actifs clés, et qui soutient les chaînes d'approvisionnement essentielles ; et nous voulons garantir notre accès continu aux sites stratégiques clés. En d'autres termes, nous affirmerons et appliquerons un « corollaire Trump » à la doctrine Monroe.
- Nous voulons mettre un terme aux dommages continus que des acteurs étrangers infligent à l'économie américaine, tout en maintenant la liberté et l'ouverture de l'Indo-Pacifique, en préservant la liberté de navigation dans toutes les voies maritimes cruciales et en maintenant des chaînes d'approvisionnement sûres et fiables ainsi qu'un accès aux matériaux critiques ;
- Nous voulons soutenir nos alliés dans la préservation de la liberté et de la sécurité de l'Europe, tout en restaurant la confiance civilisationnelle de l'Europe et son identité occidentale ;
- Nous voulons empêcher une puissance adverse de dominer le Moyen-Orient, ses ressources pétrolières et gazières, et les points de passage stratégiques par lesquels elles transitent, tout en évitant les « guerres sans fin » qui nous ont enlisés dans cette région à un coût exorbitant ;
- Nous voulons faire en sorte que la technologie et les normes américaines — notamment dans les domaines de l'IA, des biotechnologies et de l'informatique quantique — fassent progresser le monde.

Ce sont les États-Unis *noyau, vital* Les intérêts nationaux. Bien que nous en ayons d'autres, ce sont ceux-ci que nous devons privilégier avant tout, et que nous ignorons ou négligeons à nos risques et périls.

III. Quels sont les moyens dont dispose l'Amérique pour obtenir ce qu'elle veut ?

L'Amérique conserve la position la plus enviable au monde, avec des atouts, des ressources et des avantages de premier plan, notamment :

- Un système politique encore agile, capable de rectifier le tir ;
- La première économie mondiale, à la fois la plus importante et la plus innovante, qui génère des richesses que nous pouvons investir dans nos intérêts stratégiques et nous confère un pouvoir de négociation sur les pays qui souhaitent accéder à nos marchés ;
- Le premier système financier et les principaux marchés de capitaux du monde, y compris le statut de monnaie de réserve mondiale du dollar ;
- Le secteur technologique le plus avancé, le plus innovant et le plus rentable au monde, qui sous-tend notre économie, confère un avantage qualitatif à nos forces armées et renforce notre influence mondiale ;
- L'armée la plus puissante et la plus performante du monde ;
- Un vaste réseau d'alliances, avec des alliés et des partenaires liés par des traités dans les régions les plus stratégiques du monde ;
- Une géographie enviable avec d'abondantes ressources naturelles, aucune puissance rivale physiquement dominante dans notre hémisphère, des frontières sans risque d'invasion militaire et d'autres grandes puissances séparées par de vastes océans ;
- Un « soft power » et une influence culturelle sans égal ; et
- Le courage, la volonté et le patriotisme du peuple américain.

De plus, grâce au programme intérieur ambitieux du président Trump, les États-Unis sont :

- Réinstaurer une culture de la compétence, en éradiquant les pratiques dites « DEI » et autres pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles qui dégradent nos institutions et nous freinent ;
- Exploiter notre énorme capacité de production d'énergie en tant que priorité stratégique pour alimenter la croissance et l'innovation, et pour renforcer et reconstruire la classe moyenne ;
- Réindustrialiser notre économie, encore une fois pour soutenir davantage la classe moyenne et contrôler nos propres chaînes d'approvisionnement et capacités de production ;

- Redonner la liberté économique à nos citoyens grâce à des réductions d'impôts historiques et à des efforts de déréglementation, faisant des États-Unis le premier endroit où faire des affaires et investir des capitaux ; et
- Investir dans les technologies émergentes et la science fondamentale, afin d'assurer notre prospérité continue, notre avantage concurrentiel et notre suprématie militaire pour les générations futures.

L'objectif de cette stratégie est de fédérer tous ces atouts de premier plan à l'échelle mondiale, et d'autres encore, afin de renforcer la puissance et la prééminence américaines et de rendre notre pays encore plus grand qu'il ne l'a jamais été.

IV. La stratégie

1. Principes

La politique étrangère du président Trump est pragmatique sans être « pragmatiste », réaliste sans être « réaliste », fondée sur des principes sans être « idéaliste », énergique sans être « faucon », et mesurée sans être « pacifiste ». Elle ne repose pas sur une idéologie politique traditionnelle. Elle est motivée avant tout par ce qui sert les intérêts de l'Amérique, ou, en deux mots, par le principe « L'Amérique d'abord ».

Le président Trump a consolidé son image de président de la paix. Outre le succès remarquable obtenu lors de son premier mandat avec les accords historiques d'Abraham, il a su tirer parti de son talent de négociateur pour instaurer une paix sans précédent dans huit conflits à travers le monde, et ce, en seulement huit mois de son second mandat. Il a négocié la paix entre le Cambodge et la Thaïlande, le Kosovo et la Serbie, la RDC et le Rwanda, le Pakistan et l'Inde, Israël et l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et a mis fin à la guerre à Gaza, permettant la libération de tous les otages vivants et leur retour auprès de leurs familles.

Prévenir les conflits régionaux avant qu'ils ne dégénèrent en guerres mondiales embrasant des continents entiers mérite l'attention du commandant en chef et constitue une priorité pour cette administration. Un monde en proie aux flammes, où les guerres atteignent nos frontières, nuit aux intérêts américains. Le président Trump recourt à une diplomatie non conventionnelle, à la puissance militaire américaine et à son influence économique pour éteindre avec précision les braises de la division entre les nations dotées de l'arme nucléaire et mettre fin aux guerres violentes engendrées par des siècles de haine.

Le président Trump a prouvé que les politiques étrangères, de défense et de renseignement américaines doivent être guidées par les principes fondamentaux suivants :

- **Définition ciblée de l'intérêt national**—Depuis au moins la fin de la Guerre froide, les administrations ont souvent publié des stratégies de sécurité nationale visant à élargir la définition de l'« intérêt national » américain, de sorte que presque aucune question ni aucun projet ne soit considéré comme hors de son champ d'application. Mais vouloir tout englober, c'est ne rien englober. Les intérêts fondamentaux de sécurité nationale des États-Unis doivent être au cœur de nos préoccupations.
- **La paix par la force**—La force est la meilleure dissuasion. Les pays ou autres acteurs suffisamment dissuadés de menacer les intérêts américains ne le feront pas.

Donc. De plus, la force peut nous permettre de *atteindre* La paix est essentielle, car les parties qui respectent notre puissance sollicitent souvent notre aide et sont réceptives à nos efforts pour résoudre les conflits et maintenir la paix. Par conséquent, les États-Unis doivent conserver l'économie la plus forte, développer les technologies les plus avancées, renforcer la vitalité culturelle de leur société et déployer l'armée la plus performante au monde.

- **Prédisposition au non-interventionnisme**—Dans la Déclaration d'indépendance, les pères fondateurs des États-Unis ont clairement affirmé leur préférence pour la non-interventionnisme dans les affaires des autres nations et en ont énoncé le fondement : de même que tous les êtres humains possèdent des droits naturels égaux, conférés par Dieu, toutes les nations ont droit, de par « les lois de la nature et du Dieu de la nature », à une « place séparée et égale » les unes par rapport aux autres. Pour un pays dont les intérêts sont aussi nombreux et diversifiés que les nôtres, une adhésion rigide à la non-interventionnisme est impossible. Toutefois, cette inclination devrait exiger des exigences élevées quant à ce qui constitue une intervention justifiée.
- **Réalisme flexible**—La politique américaine sera réaliste quant à ce qui est possible et souhaitable dans ses relations avec les autres nations. Nous recherchons de bonnes relations et des relations commerciales pacifiques avec les nations du monde, sans leur imposer de changements démocratiques ou sociaux qui s'écartent profondément de leurs traditions et de leur histoire. Nous reconnaissons et affirmons qu'il n'y a rien d'incohérent ni d'hypocrite à agir selon une telle évaluation réaliste ni à maintenir de bonnes relations avec des pays dont les systèmes de gouvernement et les sociétés diffèrent des nôtres, tout en encourageant nos alliés partageant les mêmes valeurs à respecter nos normes communes, ce qui favorise nos intérêts.
- **Primauté des nations**—L'unité politique fondamentale du monde est et restera l'État-nation. Il est naturel et juste que toutes les nations privilégient leurs intérêts et protègent leur souveraineté. Le monde fonctionne au mieux lorsque les nations donnent la priorité à leurs intérêts. Les États-Unis privilégieront leurs propres intérêts et, dans leurs relations avec les autres nations, les encourageront à faire de même. Nous restons fermes, *pour* les droits souverains des nations, *contre* les incursions des organisations transnationales les plus intrusives qui sapent la souveraineté, et *pour* réformer ces institutions afin qu'elles favorisent, plutôt qu'elles n'entravent, la souveraineté individuelle et servent les intérêts américains.

- **Souveraineté et respect**—Les États-Unis défendront sans hésitation leur souveraineté. Cela implique d'empêcher son érosion par les organisations transnationales et internationales, les tentatives de puissances ou d'entités étrangères de censurer notre discours ou de restreindre la liberté d'expression de nos citoyens, les opérations de lobbying et d'influence visant à orienter nos politiques ou à nous impliquer dans des conflits étrangers, et la manipulation cynique de notre système d'immigration pour constituer des blocs électoraux fidèles à des intérêts étrangers au sein de notre pays. Les États-Unis traceront leur propre voie dans le monde et détermineront leur propre destin, libres de toute ingérence extérieure.
- **Équilibre des pouvoirs**—Les États-Unis ne peuvent permettre à aucune nation de devenir si dominante qu'elle puisse menacer leurs intérêts. Ils travailleront avec leurs alliés et partenaires pour maintenir l'équilibre des pouvoirs aux niveaux mondial et régional afin d'empêcher l'émergence d'adversaires dominants.*rejets*Le concept funeste de domination mondiale pour lui-même, nous devons*prévenir*La domination mondiale, voire régionale, d'autres puissances est une réalité. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille gaspiller vies humaines et ressources pour limiter l'influence des grandes et moyennes puissances. L'influence considérable des nations les plus vastes, les plus riches et les plus fortes est une vérité immuable des relations internationales. Cette réalité implique parfois de collaborer avec des partenaires pour contrer les ambitions qui menacent nos intérêts communs.
- **Travailleur pro-américain**—La politique américaine sera axée sur les travailleurs, et non pas seulement sur la croissance, et elle donnera la priorité à nos propres travailleurs. Nous devons reconstruire une économie où la prospérité soit largement partagée et non concentrée entre les mains d'une élite ou localisée dans certains secteurs ou quelques régions du pays.
- **Justice**—Des alliances militaires aux relations commerciales et au-delà, les États-Unis exigeront un traitement équitable de la part des autres pays. Nous ne tolérerons plus, et ne pouvons plus nous permettre, le parasitisme, les déséquilibres commerciaux, les pratiques économiques prédatrices et autres atteintes à notre réputation historique de bonne volonté qui nuisent à nos intérêts. De même que nous souhaitons que nos alliés soient prospères et performants, il est de leur intérêt que les États-Unis le restent également. En particulier, nous attendons de nos alliés qu'ils consacrent une part bien plus importante de leur produit intérieur brut (PIB) à leur propre défense, afin de commencer à compenser les énormes déséquilibres accumulés au fil des décennies par des dépenses bien supérieures de la part des États-Unis.

- **Compétence et mérite**—La prospérité et la sécurité des États-Unis reposent sur le développement et la promotion des compétences. Compétence et mérite figurent parmi nos plus grands atouts civilisationnels : lorsque les meilleurs Américains sont embauchés, promus et honorés, l'innovation et la prospérité s'ensuivent. Si les compétences venaient à être anéanties ou systématiquement découragées, les systèmes complexes que nous tenons pour acquis – des infrastructures à la sécurité nationale, en passant par l'éducation et la recherche – cesseraient de fonctionner. Si le mérite était étouffé, les avantages historiques des États-Unis en matière de science, de technologie, d'industrie, de défense et d'innovation s'évaporerait. Le succès des idéologies radicales qui cherchent à remplacer les compétences et le mérite par un statut de groupe privilégié rendrait l'Amérique méconnaissable et incapable de se défendre. Parallèlement, nous ne pouvons permettre que la méritocratie serve de prétexte à l'ouverture du marché du travail américain au monde entier au nom de la recherche de « talents mondiaux », au détriment des travailleurs américains. Dans chacun de nos principes et chacune de nos actions, l'Amérique et les Américains doivent toujours passer en premier.

2. Priorités

- **L'ère des migrations de masse est révolue.**—Qui un pays admet sur son territoire – en nombre et d'où – déterminera inévitablement son avenir. Tout pays se considérant souverain a le droit et le devoir de définir son avenir. De tout temps, les nations souveraines ont interdit l'immigration incontrôlée et n'ont accordé la citoyenneté qu'à de rares exceptions près, sous réserve de critères rigoureux. L'expérience occidentale des dernières décennies confirme cette sagesse immuable. Partout dans le monde, les migrations de masse ont mis à rude épreuve les ressources nationales, accru la violence et la criminalité, affaibli la cohésion sociale, perturbé le marché du travail et compromis la sécurité nationale. L'ère des migrations de masse doit prendre fin. La sécurité des frontières est un élément fondamental de la sécurité nationale. Nous devons protéger notre pays de toute invasion, non seulement de l'immigration incontrôlée, mais aussi des menaces transfrontalières telles que le terrorisme, le trafic de drogue, l'espionnage et la traite des êtres humains. Une frontière contrôlée par la volonté du peuple américain, mise en œuvre par son gouvernement, est essentielle à la survie des États-Unis en tant que république souveraine.

- **Protection des droits et libertés fondamentaux**—Le but du gouvernement américain est de garantir les droits naturels inaliénables des citoyens américains. À cette fin, les ministères et agences du gouvernement des États-Unis se sont vu conférer des pouvoirs considérables. Ces pouvoirs ne doivent jamais faire l'objet d'abus, que ce soit sous couvert de « déradicalisation », de « protection de notre démocratie » ou de tout autre prétexte. Quand et où ces pouvoirs *sont* Les auteurs d'abus doivent être tenus responsables. En particulier, la liberté d'expression, la liberté de religion et de conscience, ainsi que le droit de choisir et de diriger notre gouvernement commun sont des droits fondamentaux qui ne doivent jamais être bafoués. Concernant les pays qui partagent, ou prétendent partager, ces principes, les États-Unis défendront avec vigueur leur respect scrupuleux. Nous nous opposerons aux restrictions antidémocratiques des libertés fondamentales, imposées par les élites, en Europe, dans le monde anglophone et dans le reste du monde démocratique, notamment parmi nos alliés.
- **Partage et transfert des charges**—L'époque où les États-Unis soutenaient l'ordre mondial tout entier, tel Atlas, est révolue. Parmi nos nombreux alliés et partenaires figurent des dizaines de nations riches et instruites qui doivent assumer la responsabilité première de leurs régions et contribuer bien davantage à notre défense collective. Le président Trump a établi une nouvelle norme mondiale avec l'Engagement de La Haye, qui engage les pays de l'OTAN à consacrer 5 % de leur PIB à la défense. Nos alliés de l'OTAN ont approuvé cet engagement et doivent désormais le respecter. Dans la continuité de l'approche du président Trump, qui consiste à demander aux alliés d'assumer la responsabilité première de leurs régions, les États-Unis mettront en place un réseau de partage des responsabilités, dont le gouvernement assurera la coordination et le soutien. Cette approche garantit un partage équitable des responsabilités et confère à tous ces efforts une légitimité accrue. Le modèle reposera sur des partenariats ciblés qui utiliseront des outils économiques pour harmoniser les incitations, partager les responsabilités avec des alliés partageant les mêmes valeurs et insister sur des réformes ancrées dans une stabilité durable. Cette clarté stratégique permettra aux États-Unis de contrer efficacement les influences hostiles et subversives, tout en évitant le surdéploiement et la dispersion des efforts qui ont nui aux initiatives passées. Les États-Unis se tiennent prêts à apporter leur aide, potentiellement par le biais d'un traitement plus favorable en matière commerciale, de partage de technologies et d'acquisition de matériel de défense, aux pays qui acceptent volontiers d'assumer davantage de responsabilités en matière de sécurité dans leur région et d'aligner leurs contrôles à l'exportation sur les nôtres.

- **Réalignement par la paix**–La recherche d'accords de paix sous l'impulsion du Président, même dans des régions et des pays périphériques à nos intérêts fondamentaux immédiats, est un moyen efficace d'accroître la stabilité, de renforcer l'influence mondiale des États-Unis, de rallier des pays et des régions à nos intérêts et d'ouvrir de nouveaux marchés. Les ressources nécessaires se résument à la diplomatie présidentielle, que notre grande nation ne peut entreprendre qu'avec un leadership compétent. Les bénéfices – la fin de conflits de longue date, des vies sauvées, de nouvelles amitiés nouées – peuvent largement compenser les coûts relativement faibles en temps et en attention.

- **Sécurité économique**–Enfin, la sécurité économique étant fondamentale pour la sécurité nationale, nous nous efforcerons de renforcer davantage l'économie américaine, en mettant l'accent sur :
 - **Commerce équilibré**–Les États-Unis donneront la priorité au rééquilibrage de leurs relations commerciales, à la réduction des déficits commerciaux, à la lutte contre les obstacles à leurs exportations et à l'élimination du dumping et autres pratiques anticoncurrentielles qui nuisent aux industries et aux travailleurs américains. Nous recherchons des accords commerciaux équitables et réciproques avec les pays qui souhaitent commercer avec nous sur la base d'un bénéfice et d'un respect mutuels. Mais nos priorités doivent et resteront nos propres travailleurs, nos propres industries et notre propre sécurité nationale.

 - **Sécuriser l'accès aux chaînes d'approvisionnement et aux matériaux critiques**– Comme l'affirmait Alexander Hamilton aux premiers jours de notre république, les États-Unis ne doivent jamais dépendre d'une puissance extérieure pour leurs ressources essentielles – matières premières, pièces détachées et produits finis – indispensables à leur défense et à leur économie. Nous devons rétablir notre accès indépendant et fiable aux biens nécessaires à notre défense et à la préservation de notre mode de vie. Cela impliquera d'accroître l'accès américain aux minéraux et matériaux critiques tout en luttant contre les pratiques économiques prédatrices. Par ailleurs, les services de renseignement surveilleront les principales chaînes d'approvisionnement et les avancées technologiques à travers le monde afin de comprendre et d'atténuer les vulnérabilités et les menaces qui pèsent sur la sécurité et la prospérité américaines.

 - **Réindustrialisation**–L'avenir appartient aux créateurs. Les États-Unis vont réindustrialiser leur économie, relocaliser leur production industrielle et encourager et attirer les investissements dans leur économie et leur main-d'œuvre, en mettant l'accent sur les technologies critiques et émergentes.

Nous allons bâtir des secteurs qui façonneront l'avenir grâce à une utilisation stratégique des droits de douane et des nouvelles technologies qui favoriseront une production industrielle généralisée dans toutes les régions du pays, amélioreront le niveau de vie des travailleurs américains et garantiront que notre pays ne dépende plus jamais d'un adversaire, actuel ou potentiel, pour ses produits ou composants essentiels.

- O Relancer notre base industrielle de défense**–Une armée forte et performante ne peut exister sans une base industrielle de défense tout aussi forte et performante. L'écart considérable, mis en évidence par les conflits récents, entre les drones et missiles à bas coût et les systèmes onéreux nécessaires pour s'en défendre a révélé notre nécessité d'évoluer et de nous adapter. L'Amérique a besoin d'une mobilisation nationale pour innover en matière de défense performante à moindre coût, produire à grande échelle les systèmes et munitions les plus performants et modernes, et relocaliser ses chaînes d'approvisionnement industrielles de défense. En particulier, nous devons doter nos combattants de l'ensemble des capacités requises, depuis les armes à bas coût capables de vaincre la plupart des adversaires jusqu'aux systèmes de pointe les plus performants, indispensables pour un conflit contre un ennemi sophistiqué. Et pour concrétiser la vision du président Trump d'une paix fondée sur la force, nous devons agir rapidement. Nous encouragerons également la revitalisation des bases industrielles de tous nos alliés et partenaires afin de renforcer la défense collective.
- O Domination énergétique**–Rétablir la suprématie énergétique américaine (pétrole, gaz, charbon et nucléaire) et relocaliser la production des composantes énergétiques essentielles est une priorité stratégique absolue. Une énergie bon marché et abondante créera des emplois bien rémunérés aux États-Unis, réduira les coûts pour les consommateurs et les entreprises américaines, stimulera la réindustrialisation et contribuera à maintenir notre avance dans les technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle. Accroître nos exportations nettes d'énergie renforcera également nos relations avec nos alliés tout en limitant l'influence de nos adversaires, protégera notre capacité à défendre notre territoire et, le cas échéant, nous permettra de projeter notre puissance. Nous rejetons les idéologies désastreuses du « changement climatique » et de la « neutralité carbone » qui ont tant nui à l'Europe, menacent les États-Unis et profitent à nos adversaires.
- O Préserver et accroître la domination du secteur financier américain**– Les États-Unis se targuent d'être les leaders mondiaux en matière de finance et de capital.

Les marchés, piliers de l'influence américaine, offrent aux décideurs politiques des leviers et des outils considérables pour faire progresser les priorités de sécurité nationale des États-Unis. Toutefois, notre position de leader ne saurait être considérée comme acquise. Préserver et accroître notre domination implique de tirer parti de notre système de marché libre et dynamique, ainsi que de notre leadership dans la finance numérique et l'innovation, afin de garantir que nos marchés demeurent les plus dynamiques, les plus liquides et les plus sûrs, et qu'ils restent une référence pour le monde entier.

3. Les régions

Il est devenu courant que des documents de ce type mentionnent chaque région du monde et chaque problème, partant du principe que toute omission révèle un angle mort ou un affront. De ce fait, ces documents deviennent indigestes et décousus, soit l'exact opposé d'une stratégie.

Se concentrer et établir des priorités, c'est choisir — reconnaître que tout n'a pas la même importance pour tout le monde. *pas* Affirmer que certains peuples, régions ou pays sont intrinsèquement insignifiants est une erreur. Les États-Unis sont, à tous égards, la nation la plus généreuse de l'histoire ; pourtant, nous ne pouvons pas nous permettre d'accorder la même attention à chaque région et à chaque problème du monde.

La politique de sécurité nationale vise à protéger les intérêts fondamentaux du pays ; certaines priorités dépassent les frontières régionales. Par exemple, une activité terroriste dans une zone a priori moins importante peut exiger une intervention urgente. Cependant, il serait erroné de passer directement de cette nécessité à une attention soutenue portée à la périphérie.

UN. Hémisphère occidental : Le corollaire Trump à la doctrine Monroe

Après des années de négligence, les États-Unis réaffirmeront et appliqueront la doctrine Monroe afin de rétablir leur prééminence dans l'hémisphère occidental et de protéger leur territoire ainsi que leur accès aux zones stratégiques de la région. Ils empêcheront leurs concurrents non hémisphériques de déployer des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou contrôler des actifs d'importance stratégique vitale dans leur hémisphère. Ce corollaire de la doctrine Monroe, imposé par l'administration Trump, constitue un rétablissement judicieux et efficace de la puissance et des priorités américaines, conforme à leurs intérêts de sécurité.

Nos objectifs pour l'hémisphère occidental peuvent se résumer à « Recruter et étendre ». Nous allons *enrôler* Nous avons établi des partenariats avec des pays de l'hémisphère afin de contrôler les migrations, d'enrayer le trafic de drogue et de renforcer la stabilité et la sécurité sur terre et en mer. *développer* en cultivant et en renforçant de nouveaux partenariats, tout en consolidant l'attrait de notre propre nation en tant que partenaire économique et sécuritaire de choix dans l'hémisphère.

Enrôler

La politique américaine devrait s'attacher à mobiliser des acteurs régionaux de premier plan capables de contribuer à instaurer une stabilité acceptable dans la région, même au-delà des frontières de ces partenaires. Ces nations nous aideraient notamment à endiguer l'immigration clandestine et déstabilisatrice, à neutraliser les cartels, à délocaliser la production et à développer les économies privées locales. Nous récompenserons et encouragerons les gouvernements, les partis politiques et les mouvements de la région qui partagent globalement nos principes et notre stratégie. Toutefois, nous ne devons pas négliger les gouvernements aux perspectives différentes avec lesquels nous partageons néanmoins des intérêts et qui souhaitent collaborer avec nous.

Les États-Unis doivent reconsidérer leur présence militaire dans l'hémisphère occidental. Cela implique quatre choses évidentes :

- Un réajustement de notre présence militaire mondiale pour faire face aux menaces urgentes dans notre hémisphère, en particulier les missions identifiées dans cette stratégie, et en s'éloignant des théâtres d'opérations dont l'importance relative pour la sécurité nationale américaine a diminué au cours des dernières décennies ou années ;
- Une présence plus adaptée des garde-côtes et de la marine pour contrôler les voies maritimes, contrecarrer les migrations illégales et autres migrations indésirables, réduire le trafic d'êtres humains et de drogue, et contrôler les principales voies de transit en cas de crise ;
- Des déploiements ciblés pour sécuriser la frontière et vaincre les cartels, y compris, si nécessaire, le recours à la force létale pour remplacer la stratégie inefficace de maintien de l'ordre qui a prévalu ces dernières décennies ;
- Établir ou étendre l'accès à des emplacements stratégiques.

Les États-Unis privilégieront la diplomatie commerciale afin de renforcer leur économie et leurs industries, en utilisant les droits de douane et les accords commerciaux réciproques comme outils puissants. L'objectif est que nos pays partenaires développent leurs économies nationales, tandis qu'un hémisphère occidental économiquement plus fort et plus sophistiqué devienne un marché de plus en plus attractif pour le commerce et les investissements américains.

Le renforcement des chaînes d'approvisionnement essentielles dans cet hémisphère permettra de réduire les dépendances et d'accroître la résilience économique américaine. Les liens tissés entre l'Amérique et ses partenaires profiteront aux deux parties, tout en rendant plus difficile pour les concurrents non hémisphériques d'étendre leur influence dans la région. Et même si nous privilégions la diplomatie commerciale, nous nous efforcerons de renforcer nos partenariats en matière de sécurité, qu'il s'agisse de ventes d'armes, de partage de renseignements ou d'exercices conjoints.

Développer

Tout en approfondissant nos partenariats avec les pays avec lesquels l'Amérique entretient déjà des relations étroites, nous devons étendre notre réseau dans la région. Nous souhaitons que les autres nations nous considèrent comme leur partenaire privilégié et nous les dissuaderons (par divers moyens) de collaborer avec d'autres.

L'hémisphère occidental recèle de nombreuses ressources stratégiques que les États-Unis devraient exploiter en partenariat avec leurs alliés régionaux, afin de contribuer à la prospérité des pays voisins et de leurs propres États. Le Conseil de sécurité nationale lancera immédiatement un processus interministériel rigoureux pour charger les agences, appuyées par le service d'analyse du renseignement, d'identifier les points stratégiques et les ressources de l'hémisphère occidental en vue de leur protection et de leur développement conjoint avec les partenaires régionaux.

Nos concurrents non hémisphériques ont considérablement pénétré notre hémisphère, nous désavantageant économiquement aujourd'hui et risquant de nous nuire stratégiquement à l'avenir. Laisser ces incursions se faire sans réagir fermement constitue une autre grande erreur stratégique américaine de ces dernières décennies.

Les États-Unis doivent exercer une position prééminente dans l'hémisphère occidental, condition essentielle à notre sécurité et à notre prospérité – condition qui nous permette d'affirmer notre présence avec assurance là où et quand cela s'avère nécessaire dans la région. Les termes de nos alliances, et les conditions de toute aide que nous apportons, doivent être subordonnés à la réduction des influences extérieures adverses – qu'il s'agisse du contrôle des installations militaires, des ports et des infrastructures clés ou de l'acquisition d'actifs stratégiques au sens large.

Il sera difficile d'enrayer certaines influences étrangères, compte tenu des alliances politiques entre certains gouvernements latino-américains et certains acteurs étrangers. Cependant, de nombreux gouvernements ne partagent pas d'idéologie avec les puissances étrangères, mais sont plutôt attirés par les relations commerciales avec elles pour d'autres raisons, notamment des coûts réduits.

et moins d'obstacles réglementaires. Les États-Unis ont réussi à limiter l'influence étrangère dans l'hémisphère occidental en démontrant précisément l'ampleur des coûts cachés – espionnage, cybersécurité, pièges de la dette, etc. – inhérents à une aide étrangère prétendument « à bas coût ». Nous devons intensifier ces efforts, notamment en tirant parti de l'influence américaine dans les domaines financier et technologique pour inciter les pays à refuser cette aide.

Dans l'hémisphère occidental – et partout dans le monde –, les États-Unis doivent clairement affirmer que les biens, services et technologies américains constituent un investissement bien plus avantageux sur le long terme, car ils sont de meilleure qualité et ne sont assortis d'aucune des conditions que l'assistance d'autres pays. Cela étant dit, nous réformerons notre propre système afin d'accélérer les procédures d'approbation et d'octroi de licences, et ce, une fois encore, pour devenir le partenaire de choix. Tous les pays doivent faire un choix : vivre dans un monde dominé par les États-Unis, composé d'États souverains et d'économies libres, ou dans un monde parallèle où ils subissent l'influence de pays situés à l'autre bout du globe.

Chaque responsable américain travaillant dans la région ou sur celle-ci doit être parfaitement au courant de l'ensemble des influences extérieures néfastes, tout en exerçant des pressions et en offrant des incitations aux pays partenaires pour protéger notre hémisphère.

La protection efficace de notre hémisphère exige également une collaboration plus étroite entre le gouvernement américain et le secteur privé américain. Toutes nos ambassades doivent être informées des principales opportunités d'affaires dans leur pays, notamment des grands contrats gouvernementaux. Chaque fonctionnaire américain en contact avec ces pays doit comprendre qu'une partie de sa mission consiste à aider les entreprises américaines à être compétitives et à prospérer.

Le gouvernement américain identifiera les opportunités d'acquisition et d'investissement stratégiques pour les entreprises américaines dans la région et les soumettra à l'évaluation de tous les programmes de financement du gouvernement américain, notamment ceux des ministères d'État, de la Guerre et de l'Énergie, de la Small Business Administration, de la Société de financement du développement international, de la Banque d'import-export et du Millennium Challenge Corporation. Nous devrions également nouer des partenariats avec les gouvernements et les entreprises de la région afin de construire une infrastructure énergétique évolutive et résiliente, d'investir dans l'accès aux ressources minérales essentielles et de renforcer les réseaux de cybercommunications existants et futurs qui tirent pleinement parti des ressources américaines.

Le potentiel en matière de cryptage et de sécurité. Les entités gouvernementales américaines susmentionnées devraient être utilisées pour financer une partie des coûts d'achat de produits américains à l'étranger.

Les États-Unis doivent également s'opposer aux mesures telles que la taxation ciblée, la réglementation inéquitable et l'expropriation qui désavantagent les entreprises américaines, et les annuler. Nos accords, notamment avec les pays qui dépendent le plus de nous et sur lesquels nous avons donc le plus d'influence, doivent prévoir des contrats de gré à gré pour nos entreprises. Parallèlement, nous devons tout mettre en œuvre pour évincer les entreprises étrangères qui construisent des infrastructures dans la région.

B.Asie : Conquérir l'avenir économique, prévenir la confrontation militaire

Diriger en position de force

Le président Trump a, à lui seul, remis en question plus de trente ans d'erreurs d'appréciation américaines concernant la Chine : l'idée qu'en ouvrant nos marchés à la Chine, en encourageant les entreprises américaines à investir en Chine et en délocalisant notre production manufacturière vers ce pays, nous faciliterions l'entrée de la Chine dans le prétendu « ordre international fondé sur des règles ». Or, cela ne s'est pas produit. La Chine s'est enrichie et a acquis une grande puissance, qu'elle a utilisée à son avantage. Les élites américaines – sous quatre administrations successives, de tous bords politiques – ont soit cautionné la stratégie chinoise, soit refusé de la voir.

L'Indo-Pacifique contribue déjà à près de la moitié du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat (PPA) et à un tiers en PIB nominal. Cette part est appelée à croître tout au long du XXI^e siècle. De ce fait, l'Indo-Pacifique est, et restera, un enjeu économique et géopolitique majeur du siècle prochain. Pour prospérer sur notre territoire, nous devons être compétitifs dans cette région – et nous y sommes pleinement engagés. Lors de son déplacement en octobre 2025, le président Trump a signé des accords importants qui renforcent nos liens étroits dans les domaines du commerce, de la culture, de la technologie et de la défense, et réaffirment notre engagement en faveur d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

L'Amérique conserve des atouts considérables – la première économie et la première armée du monde, une capacité d'innovation de pointe, une influence culturelle sans égale et une longue tradition de soutien à ses alliés et partenaires – qui lui permettent de prospérer. Le président Trump tisse des alliances et renforce les partenariats dans la région indo-pacifique, qui constitueront le socle de la sécurité et de la prospérité pour les générations futures.

Économie : L'enjeu ultime

Depuis la réouverture de l'économie chinoise au monde en 1979, les relations commerciales entre nos deux pays ont été et demeurent fondamentalement déséquilibrées. Ce qui avait commencé comme une relation entre une économie mature et prospère et l'un des pays les plus pauvres du monde s'est transformé en une relation entre quasi-égaux, alors même que, jusqu'à très récemment, la position américaine restait ancrée dans ces hypothèses passées.

La Chine s'est adaptée au changement de politique tarifaire américaine amorcé en 2017, notamment en renforçant son emprise sur les chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PIB par habitant inférieur ou égal à 13 800 dollars), qui figurent parmi les principaux champs de bataille économiques des prochaines décennies. Les exportations chinoises vers les pays à faible revenu ont doublé entre 2020 et 2024. Les États-Unis importent indirectement des produits chinois via des intermédiaires et des usines construites par la Chine dans une douzaine de pays, dont le Mexique. Les exportations chinoises vers les pays à faible revenu représentent aujourd'hui près de quatre fois ses exportations vers les États-Unis. Lors de l'entrée en fonction du président Trump en 2017, les exportations chinoises vers les États-Unis représentaient 4 % du PIB américain, mais elles ont depuis diminué pour s'établir à un peu plus de 2 %. La Chine continue cependant d'exporter vers les États-Unis par l'intermédiaire de pays intermédiaires.

À l'avenir, nous rééquilibrerons les relations économiques des États-Unis avec la Chine, en privilégiant la réciprocité et l'équité afin de restaurer l'indépendance économique américaine. Les échanges commerciaux avec la Chine devront être équilibrés et axés sur des facteurs non sensibles. Si les États-Unis maintiennent leur croissance – et parviennent à la préserver tout en conservant une relation économique véritablement mutuellement avantageuse avec Pékin – notre économie devrait passer de 30 000 milliards de dollars en 2025 à 40 000 milliards de dollars dans les années 2030, plaçant ainsi notre pays dans une position enviable pour conserver son statut de première puissance économique mondiale. Notre objectif ultime est de jeter les bases d'une vitalité économique durable.

Il est essentiel que cette stratégie s'accompagne d'un effort constant et soutenu en matière de dissuasion afin de prévenir toute guerre dans la région indo-pacifique. Cette approche combinée peut engendrer un cercle vertueux : une dissuasion américaine forte permet une action économique plus rigoureuse, laquelle génère à son tour davantage de ressources américaines pour pérenniser la dissuasion.

Pour y parvenir, plusieurs éléments sont essentiels.

Premièrement, les États-Unis doivent protéger et défendre leur économie et leur population contre toute agression, quelle qu'en soit l'origine ou la provenance. Cela implique notamment de mettre fin à :

- Subventions et stratégies industrielles prédatrices et orchestrées par l'État ;
- Pratiques commerciales déloyales ;
- Destruction d'emplois et désindustrialisation ;
- Vol à grande échelle de propriété intellectuelle et espionnage industriel ;
- Menaces pesant sur nos chaînes d'approvisionnement et mettant en péril l'accès des États-Unis aux ressources critiques, notamment aux minéraux et aux terres rares ;
- Exportations de précurseurs du fentanyl qui alimentent l'épidémie d'opioïdes aux États-Unis ; et
- Propagande, opérations d'influence et autres formes de subversion culturelle.

Deuxièmement, les États-Unis doivent collaborer avec leurs alliés et partenaires liés par traités – qui, ensemble, ajoutent 35 000 milliards de dollars à leur économie nationale de 30 000 milliards de dollars (représentant plus de la moitié de l'économie mondiale) – afin de contrer les pratiques économiques prédatrices et d'utiliser leur puissance économique combinée pour préserver leur position dominante dans l'économie mondiale et veiller à ce que les économies alliées ne soient pas subordonnées à une puissance concurrente. Ils doivent continuer à améliorer leurs relations commerciales (et autres) avec l'Inde afin d'encourager New Delhi à contribuer à la sécurité de la région indo-pacifique, notamment par la poursuite de la coopération quadrilatérale avec l'Australie, le Japon et les États-Unis (« le Quad »). De plus, ils s'efforceront d'aligner les actions de leurs alliés et partenaires sur leur intérêt commun à empêcher la domination d'une seule nation concurrente.

Les États-Unis doivent simultanément investir dans la recherche afin de préserver et de développer leur avance technologique de pointe dans les domaines militaires et à double usage, en privilégiant ceux où leurs atouts sont les plus marqués. Il s'agit notamment des domaines sous-marin, spatial et nucléaire, ainsi que d'autres qui façonneront l'avenir de la puissance militaire, comme l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et les systèmes autonomes, sans oublier l'énergie nécessaire à leur fonctionnement.

De plus, les relations essentielles que le gouvernement américain entretient avec le secteur privé américain contribuent à maintenir la surveillance des menaces persistantes pesant sur les réseaux américains, notamment sur les infrastructures critiques. Ceci permet au gouvernement américain de mener des opérations de détection, d'attribution et de réponse en temps réel (c'est-à-dire la défense et la neutralisation des réseaux).

Les cyberopérations offensives sont essentielles, tout comme la protection de la compétitivité de l'économie américaine et le renforcement de la résilience du secteur technologique américain. L'amélioration de ces capacités nécessitera également une déréglementation considérable afin d'accroître notre compétitivité, de stimuler l'innovation et d'améliorer l'accès aux ressources naturelles des États-Unis. Ce faisant, nous devons viser à rétablir un équilibre militaire favorable aux États-Unis et à nos alliés dans la région.

Outre le maintien de notre prééminence économique et la consolidation de notre système d'alliances en un groupe économique, les États-Unis doivent mener un engagement diplomatique et économique robuste, piloté par le secteur privé, dans les pays où la majeure partie de la croissance économique mondiale est susceptible de se produire au cours des prochaines décennies.

La diplomatie « L'Amérique d'abord » vise à rééquilibrer les relations commerciales mondiales. Nous avons clairement indiqué à nos alliés que le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis est insoutenable. Nous devons encourager l'Europe, le Japon, la Corée, l'Australie, le Canada, le Mexique et d'autres grandes nations à adopter des politiques commerciales qui contribuent à réorienter l'économie chinoise vers la consommation des ménages, car l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et le Moyen-Orient ne peuvent à eux seuls absorber l'énorme excédent de production de la Chine. Les pays exportateurs d'Europe et d'Asie peuvent également se tourner vers les pays à revenu intermédiaire, un marché certes limité, mais en croissance, pour leurs exportations.

Les entreprises chinoises, qu'elles soient étatiques ou soutenues par l'État, excellent dans la construction d'infrastructures physiques et numériques, et la Chine a réinvesti environ 1 300 milliards de dollars de ses excédents commerciaux dans des prêts à ses partenaires commerciaux. Les États-Unis et leurs alliés n'ont pas encore élaboré, et encore moins mis en œuvre, de plan commun pour les pays du Sud, mais disposent collectivement de ressources considérables. L'Europe, le Japon, la Corée du Sud et d'autres pays détiennent des avoirs étrangers nets de 7 000 milliards de dollars. Les institutions financières internationales, notamment les banques multilatérales de développement, possèdent des actifs combinés de 1 500 milliards de dollars. Bien que l'élargissement des missions ait nui à l'efficacité de certaines de ces institutions, cette administration est déterminée à user de son leadership pour mettre en œuvre des réformes qui garantissent qu'elles servent les intérêts américains.

Ce qui distingue l'Amérique du reste du monde — notre ouverture, notre transparence, notre fiabilité, notre engagement envers la liberté et l'innovation, et notre capitalisme de marché — continuera de faire de nous le partenaire mondial de choix. L'Amérique conserve une position dominante dans les technologies clés dont le monde a besoin. Nous devrions offrir à nos partenaires un ensemble d'incitations, par exemple des avantages sociaux élevés.

La coopération technologique, les achats de matériel de défense et l'accès à nos marchés financiers sont autant d'éléments qui font pencher la balance en notre faveur.

Les visites d'État effectuées par le président Trump dans les pays du Golfe persique en mai 2025 ont démontré la puissance et l'attrait de la technologie américaine. Le président y a remporté de nombreux succès.

Le soutien des États du Golfe à la technologie d'IA de pointe américaine renforce nos partenariats. De même, les États-Unis devraient s'appuyer sur leurs alliés et partenaires européens et asiatiques, notamment l'Inde, pour consolider et améliorer leurs positions communes dans l'hémisphère occidental et, en ce qui concerne les minéraux critiques, en Afrique. Ils devraient former des coalitions tirant parti de leurs avantages comparatifs en matière de finance et de technologie pour développer des marchés d'exportation avec les pays partenaires. Les partenaires économiques des États-Unis ne devraient plus compter sur les surcapacités et les déséquilibres structurels pour générer des revenus, mais plutôt rechercher la croissance grâce à une coopération encadrée, un alignement stratégique et des investissements américains à long terme.

Grâce à ses marchés de capitaux parmi les plus profonds et les plus efficaces au monde, l'Amérique peut aider les pays à faible revenu à développer leurs propres marchés de capitaux et à lier plus étroitement leurs monnaies au dollar, assurant ainsi l'avenir de ce dernier en tant que monnaie de réserve mondiale.

Nos principaux atouts demeurent notre système de gouvernement et notre économie de marché libre et dynamique. Cependant, nous ne pouvons pas présumer que les avantages de notre système prévaudront d'office. La sécurité nationale est un enjeu crucial. *stratégie* est donc essentiel.

Dissuader les menaces militaires

À long terme, le maintien de la prééminence économique et technologique américaine est le moyen le plus sûr de dissuader et de prévenir un conflit militaire de grande ampleur.

Un équilibre militaire conventionnel favorable demeure un élément essentiel de la compétition stratégique. L'attention portée à Taïwan est, à juste titre, considérable, notamment en raison de sa position dominante dans la production de semi-conducteurs, mais surtout parce que Taïwan offre un accès direct à la deuxième chaîne d'îles et divise l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est en deux théâtres d'opérations distincts. Sachant qu'un tiers du trafic maritime mondial transite chaque année par la mer de Chine méridionale, les conséquences pour l'économie américaine sont majeures. Par conséquent, dissuader tout conflit concernant Taïwan, idéalement en préservant la supériorité militaire, est une priorité. Nous maintiendrons également notre politique de déclaration de longue date concernant Taïwan, ce qui signifie que les États-Unis ne soutiennent aucune modification unilatérale du statu quo dans le détroit de Taïwan.

Nous allons bâtir une armée capable de repousser toute agression sur l'ensemble de la Première Chaîne d'Îles. Mais l'armée américaine ne peut pas, et ne doit pas, y parvenir seule. Nos alliés doivent intensifier leurs efforts et investir – et surtout...*faire*— et surtout, bien plus encore pour la défense collective. Les efforts diplomatiques américains devraient s'attacher à inciter nos alliés et partenaires de la Première Chaîne d'Îles à accorder aux forces armées américaines un accès accru à leurs ports et autres installations, à augmenter leurs dépenses de défense et, plus important encore, à investir dans des capacités de dissuasion. Ceci permettra d'interconnecter les enjeux de sécurité maritime le long de la Première Chaîne d'Îles, tout en renforçant la capacité des États-Unis et de leurs alliés à contrer toute tentative de prise de Taïwan ou à instaurer un rapport de forces si défavorable qu'il rendrait la défense de cette île impossible.

Un autre défi sécuritaire connexe réside dans la possibilité pour un concurrent de contrôler la mer de Chine méridionale. Cela pourrait permettre à une puissance potentiellement hostile d'imposer un système de péage sur l'une des voies de navigation les plus vitales au monde, ou pire encore, de la fermer et de la rouvrir à sa guise. Chacune de ces deux issues serait préjudiciable à l'économie américaine et aux intérêts plus larges des États-Unis. Il est impératif d'élaborer des mesures fortes, assorties de la dissuasion nécessaire, afin de maintenir ces voies ouvertes, sans « péage », et de les protéger de toute fermeture arbitraire par un seul pays. Cela exigera non seulement des investissements accrus dans nos capacités militaires, notamment navales, mais aussi une coopération étroite avec toutes les nations susceptibles d'en pâtir, de l'Inde au Japon et au-delà, si ce problème n'est pas résolu.

Compte tenu de l'insistance du président Trump sur un partage accru des charges militaires avec le Japon et la Corée du Sud, nous devons les inciter à augmenter leurs dépenses de défense, en privilégiant les capacités – y compris les nouvelles capacités – nécessaires pour dissuader les adversaires et protéger la première chaîne d'îles. Nous renforcerons également notre présence militaire dans le Pacifique occidental, et, dans nos relations avec Taïwan et l'Australie, nous maintiendrons notre position résolue en faveur d'une augmentation des dépenses de défense.

Prévenir les conflits exige une vigilance constante dans la région indo-pacifique, une base industrielle de défense renouvelée, des investissements militaires accrus de notre part et de celle de nos alliés et partenaires, et la capacité de remporter la compétition économique et technologique sur le long terme.

C.Promouvoir la grandeur européenne

Les responsables américains ont pris l'habitude d'appréhender les problèmes européens sous l'angle de l'insuffisance des dépenses militaires et de la stagnation économique. Il y a du vrai là-dedans, mais les véritables problèmes de l'Europe sont bien plus profonds.

L'Europe continentale a vu sa part du PIB mondial diminuer – passant de 25 % en 1990 à 14 % aujourd'hui – en partie à cause de réglementations nationales et transnationales qui entravent la créativité et l'activité industrielle.

Mais ce déclin économique est éclipsé par la perspective bien réelle et plus sombre d'une disparition civilisationnelle. Parmi les grands défis auxquels l'Europe est confrontée figurent les activités de l'Union européenne et d'autres instances transnationales qui sapent les libertés politiques et la souveraineté, les politiques migratoires qui transforment le continent et engendrent des conflits, la censure de la liberté d'expression et la répression de l'opposition politique, l'effondrement de la natalité, ainsi que la perte des identités nationales et de la confiance en soi.

Si les tendances actuelles se poursuivent, le continent sera méconnaissable d'ici vingt ans, voire moins. Dès lors, il est loin d'être certain que certains pays européens disposeront d'économies et de forces armées suffisamment robustes pour demeurer des alliés fiables. Nombre de ces nations persistent dans leur voie actuelle. Nous souhaitons que l'Europe reste européenne, qu'elle retrouve sa confiance civilisationnelle et qu'elle abandonne son obsession stérile pour une réglementation excessive.

Ce manque de confiance en soi est particulièrement flagrant dans les relations entre l'Europe et la Russie. Les alliés européens bénéficient d'un avantage considérable en termes de puissance militaire sur la Russie, et ce, dans presque tous les domaines, hormis l'armement nucléaire. Suite à la guerre menée par la Russie en Ukraine, les relations entre l'Europe et la Russie sont aujourd'hui fortement dégradées, et nombre d'Européens perçoivent la Russie comme une menace existentielle. La gestion des relations entre l'Europe et la Russie exigera un engagement diplomatique américain significatif, à la fois pour rétablir la stabilité stratégique sur l'ensemble du continent eurasiatique et pour atténuer le risque de conflit entre la Russie et les États européens.

Il est primordial pour les États-Unis de négocier une cessation rapide des hostilités en Ukraine, afin de stabiliser les économies européennes, d'empêcher une escalade ou une extension involontaire du conflit, de rétablir la stabilité stratégique avec la Russie et de permettre la reconstruction de l'Ukraine après les hostilités, afin d'assurer sa survie en tant qu'État viable.

La guerre en Ukraine a eu l'effet pervers d'accroître la dépendance extérieure de l'Europe, et notamment de l'Allemagne. Aujourd'hui, des entreprises chimiques allemandes construisent en Chine certaines des plus grandes usines de traitement au monde, utilisant du gaz russe qu'elles ne peuvent se procurer sur leur territoire. L'administration Trump se trouve en désaccord avec les responsables européens qui nourrissent des attentes irréalistes quant à l'issue de la guerre, à la tête de gouvernements minoritaires instables dont beaucoup bafouent les principes démocratiques fondamentaux pour réprimer l'opposition. Une large majorité européenne aspire à la paix, mais ce désir ne se traduit pas en politiques concrètes, en grande partie à cause de la subversion des processus démocratiques par ces mêmes gouvernements. Ceci revêt une importance stratégique majeure pour...

Les États-Unis précisément parce que les États européens ne peuvent se réformer s'ils sont pris au piège d'une crise politique.

L'Europe demeure pourtant stratégiquement et culturellement essentielle pour les États-Unis. Le commerce transatlantique reste l'un des piliers de l'économie mondiale et de la prospérité américaine. Les secteurs européens, de l'industrie manufacturière aux technologies en passant par l'énergie, figurent parmi les plus performants au monde. L'Europe abrite une recherche scientifique de pointe et des institutions culturelles de renommée internationale. Non seulement nous ne pouvons nous permettre de négliger l'Europe, mais ce serait aller à l'encontre des objectifs de cette stratégie.

La diplomatie américaine doit continuer de défendre la démocratie authentique, la liberté d'expression et la célébration sans complexe du caractère et de l'histoire propres aux nations européennes. L'Amérique encourage ses alliés politiques en Europe à promouvoir ce renouveau, et l'influence croissante des partis patriotiques européens est, à juste titre, source d'un grand optimisme.

Notre objectif devrait être d'aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle. Nous aurons besoin d'une Europe forte pour nous permettre de rester compétitifs et de collaborer avec nous afin d'empêcher toute domination de l'Europe par un adversaire.

L'Amérique est, naturellement, profondément attachée au continent européen et, bien sûr, à la Grande-Bretagne et à l'Irlande. Le caractère de ces pays revêt également une importance stratégique, car nous comptons sur des alliés créatifs, compétents, confiants et démocratiques pour instaurer les conditions de la stabilité et de la sécurité. Nous souhaitons collaborer avec les pays qui partagent notre vision et qui aspirent à retrouver leur grandeur passée.

À long terme, il est fort probable que d'ici quelques décennies, certains membres de l'OTAN deviennent majoritairement non européens. Dès lors, la question de savoir s'ils envisageront leur place dans le monde, ou leur alliance avec les États-Unis, de la même manière que les signataires de la charte de l'OTAN reste ouverte.

Notre politique générale pour l'Europe devrait donner la priorité à :

- Rétablir les conditions de stabilité en Europe et la stabilité stratégique avec la Russie ;
- Permettre à l'Europe de se prendre en main et de fonctionner comme un groupe de nations souveraines alignées, notamment en assumant la responsabilité principale de sa propre défense, sans être dominée par une puissance adverse ;
- Cultiver la résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe au sein des nations européennes ;
- Ouvrir les marchés européens aux biens et services américains et garantir un traitement équitable des travailleurs et des entreprises américaines ;
- Contribuer au développement de nations saines en Europe centrale, orientale et méridionale par le biais de liens commerciaux, de ventes d'armes, de collaboration politique et d'échanges culturels et éducatifs ;
- Mettre fin à la perception, et empêcher la réalité, d'une OTAN en expansion perpétuelle ; et
- Encourager l'Europe à prendre des mesures pour lutter contre la surcapacité mercantiliste, le vol de technologies, le cyberespionnage et autres pratiques économiques hostiles.

D.Moyen-Orient : Transférer les fardeaux, construire la paix

Depuis au moins un demi-siècle, la politique étrangère américaine privilégie le Moyen-Orient à toutes les autres régions. Les raisons en sont évidentes : le Moyen-Orient a été pendant des décennies le principal fournisseur d'énergie au monde, un théâtre majeur de la compétition entre superpuissances et un foyer de conflits qui menaçaient de s'étendre au reste du monde, voire jusqu'à nos propres frontières.

Aujourd'hui, au moins deux de ces dynamiques ne sont plus d'actualité. Les sources d'énergie se sont considérablement diversifiées, les États-Unis étant redevenus exportateurs nets d'énergie. La compétition entre superpuissances a cédé la place à une rivalité entre grandes puissances, dans laquelle les États-Unis conservent la position la plus enviable, renforcée par la présidence de Trump.

la revitalisation réussie de nos alliances dans le Golfe, avec d'autres partenaires arabes et avec Israël.

Les conflits demeurent la dynamique la plus préoccupante du Moyen-Orient, mais ce problème est aujourd'hui moins complexe que ne le laissent entendre les gros titres. L'Iran, principal facteur de déstabilisation de la région, a été considérablement affaibli par les actions israéliennes menées depuis le 7 octobre 2023 et par l'opération Midnight Hammer du président Trump en juin 2025, qui a fortement réduit son programme nucléaire. Le conflit israélo-palestinien reste épineux, mais grâce au cessez-le-feu et à la libération des otages négociés par le président Trump, des progrès ont été réalisés vers une paix plus durable. Les principaux soutiens du Hamas ont été affaiblis ou se sont retirés. La Syrie demeure un problème potentiel, mais avec le soutien américain, arabe, israélien et turc, elle pourrait se stabiliser et retrouver son rôle d'acteur positif et incontournable dans la région.

À mesure que cette administration abroge ou assouplit les politiques énergétiques restrictives et que la production énergétique américaine s'intensifie, la raison historique qui pousse les États-Unis à se concentrer sur le Moyen-Orient s'estompe. La région deviendra alors une source et une destination croissantes d'investissements internationaux, et ce, dans des secteurs bien au-delà du pétrole et du gaz, notamment l'énergie nucléaire, l'intelligence artificielle et les technologies de défense. Nous pouvons également collaborer avec nos partenaires du Moyen-Orient pour promouvoir d'autres intérêts économiques, qu'il s'agisse de sécuriser les chaînes d'approvisionnement ou de renforcer les opportunités de développer des marchés ouverts et favorables dans d'autres régions du monde, comme l'Afrique.

Les partenaires du Moyen-Orient démontrent leur engagement dans la lutte contre le radicalisme, une tendance que la politique américaine devrait continuer d'encourager. Mais cela exigera de mettre fin à l'expérience malheureuse menée par les États-Unis pour contraindre ces nations – en particulier les monarchies du Golfe – à abandonner leurs traditions et leurs formes de gouvernement historiques. Nous devrions encourager et saluer les réformes lorsqu'elles émergent naturellement, sans chercher à les imposer de l'extérieur. La clé de relations fructueuses avec le Moyen-Orient réside dans l'acceptation de la région, de ses dirigeants et de ses nations tels qu'ils sont, tout en œuvrant ensemble sur les sujets d'intérêt commun.

Les États-Unis auront toujours un intérêt fondamental à ce que les approvisionnements énergétiques du Golfe ne tombent pas entre les mains d'un ennemi déclaré, que le détroit d'Ormuz reste ouvert, que la mer Rouge demeure navigable, que la région ne devienne pas un foyer ou un exportateur de terrorisme contre les intérêts américains ou le territoire américain, et qu'Israël demeure en sécurité. Nous pouvons et devons contrer cette menace sur les plans idéologique et militaire.

sans des décennies de guerres stériles de « construction nationale ». Nous avons également un intérêt manifeste à étendre les accords d'Abraham à davantage de pays de la région et à d'autres pays du monde musulman.

Mais l'époque où le Moyen-Orient dominait la politique étrangère américaine, tant dans la planification à long terme que dans sa mise en œuvre quotidienne, est heureusement révolue. Non pas que le Moyen-Orient ait perdu de son importance, mais parce qu'il n'est plus la source constante de tensions et de catastrophes imminentes qu'il était autrefois. Il s'affirme désormais comme un lieu de partenariat, d'amitié et d'investissement, une tendance qu'il convient de saluer et d'encourager. De fait, la capacité du président Trump à rassembler le monde arabe à Charm el-Cheikh autour de la paix et de la normalisation des relations permettra aux États-Unis de donner enfin la priorité à leurs intérêts.

E.Afrique

La politique américaine en Afrique s'est trop longtemps concentrée sur la fourniture, puis la diffusion, de l'idéologie libérale. Les États-Unis devraient plutôt s'attacher à nouer des partenariats avec certains pays afin d'apaiser les conflits, de favoriser des relations commerciales mutuellement avantageuses et de passer d'un modèle d'aide étrangère à un modèle d'investissement et de croissance capable d'exploiter les abondantes ressources naturelles et le potentiel économique latent de l'Afrique.

Les possibilités d'engagement pourraient inclure la négociation de règlements des conflits en cours (par exemple, entre la RDC et le Rwanda, et au Soudan), la prévention de nouveaux conflits (par exemple, entre l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie), ainsi que des mesures visant à modifier notre approche en matière d'aide et d'investissement (par exemple, la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique). Nous devons également rester vigilants face à la résurgence des activités terroristes islamistes dans certaines régions d'Afrique, tout en évitant toute présence ou tout engagement américain à long terme.

Les États-Unis devraient passer d'une relation axée sur l'aide à une relation axée sur le commerce et l'investissement avec l'Afrique, en privilégiant les partenariats avec des États compétents et fiables, disposés à ouvrir leurs marchés aux biens et services américains. Parmi les secteurs d'investissement américains immédiats en Afrique, offrant de bonnes perspectives de retour sur investissement, figurent l'énergie et l'exploitation des minéraux critiques. Le développement de l'énergie nucléaire, du gaz de pétrole liquéfié et du gaz naturel liquéfié, avec le soutien des États-Unis, peut générer des profits pour les entreprises américaines et nous aider dans la compétition pour les minéraux critiques et autres ressources.